



SOCIÉTÉ

Dans le secondaire, une rentrée sous la menace du bug

Invité du « Grand Jury », Jean-Michel Blanquer a affirmé qu'en cas de Covid dans une classe l'enseignement à distance serait enclenché.

ÉDUCATION « On va y arriver, a assuré le ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, invité dimanche du "Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI". Nous sommes dans une dernière ligne droite de dix semaines, avant l'été. L'objectif n'est pas de refermer le système scolaire », a-t-il martelé, alors que les élèves du primaire reprennent ce 26 avril le chemin de l'école, dans le cadre d'un « protocole très sévère ». Désormais, dès un premier cas de Covid avéré dans une classe, celle-ci fermera, « pour deux semaines, parfois plus, parfois moins ». Une mesure qui entraînera « un nombre non négligeable de classes fermées », estime le ministre, précisant que, dès la fermeture, « l'enseignement à distance sera enclenché ».

Ce lundi, collégiens et lycéens entament une semaine de cours intégralement à distance. De quoi mettre à rude épreuve les systèmes numériques des établissements scolaires, qui ont montré leurs failles le 6 avril, lorsque tous les élèves de France avaient basculé dans l'école à distance. En cette rentrée, tout le monde a en tête les bugs informatiques qui avaient largement perturbé les environnements numériques de travail (ENT) - sur lesquels les professeurs interagissent avec leurs élèves - ainsi que le Cned, l'opérateur de l'Éducation nationale, qui propose des classes virtuelles et a fait l'objet, le 6 avril, de cyberattaques.

Entre autonomie et visioconférence

« Cela risque d'être chargé. Comme un jour de départ en vacances », résume Arnaud Albou, patron d'Open Digital Education, l'éditeur de services numériques qui traite avec les collectivités locales pour fournir des ENT. La société gère ces services pour l'Île-de-France, sous le nom monlycee.net, mais aussi dans d'autres régions, comme la Nouvelle-Aquitaine, avec lyceeconnecté.fr. Ses plateformes collaboratives de travail

comptent 3,5 millions d'utilisateurs, soit 35 % de part de marchés dans le secondaire et 65 % dans le primaire. « Le 26 avril, ces outils prévus d'ordinaire en extension de l'école vont venir en remplacement de l'école », explique Arnaud Albou. Comme pour le 6 avril, nous nous attendons à un pic de fréquentation. » Ce jour-là, les enseignants auront préparé le planning de la semaine, en répartissant le travail entre autonomie et visioconférence, et le feront connaître aux élèves. Afflux de connexions et incidents à prévoir, impliquant des réorganisations. « Un peu comme des personnes qui courent dans tous les sens. Dans l'idéal, il faudrait que les élèves connaissent leur planning le 24 avril », estime-t-il.

Le ministre de l'Éducation, lui, a évoqué le travail réalisé au cours des deux semaines de vacances avec les opérateurs pour améliorer les systèmes, notamment en isolant des fonctions principales les services qui généraient le plus de ralentissements (messageries et visioconférences). Chez Open Digital Education, on a réalisé des tests sur un scénario de trafic une fois et demie supérieure au 6 avril. Des mesures anti-cyberattaques ont été également mises en place, pour faire face à ces robots qui simulent des millions de connexions.

Le Cned a aussi travaillé en ce sens. Son système de « salle d'attente » pour accéder aux classes virtuelles (un contrôle de l'identité des élèves) est par ailleurs devenu optionnel. Le 6 avril, beaucoup d'élèves y étaient restés bloqués. À ce jour, 3,2 millions de comptes « Ma classe à la maison » - qui donne accès à des ressources pédagogiques - ont été ouverts, soit 2 millions de plus qu'en mars. Quant aux classes virtuelles, 1,3 million de professeurs et élèves les utilisaient le 9 avril. « Pour un service qui fonctionne mal, cela fonctionne plutôt bien », estime le directeur du Cned, Michel Reverchon-Billot. « Nous avons tout mis en place pour que,





techniquement et humainement, la journée du 26 avril se passe bien. Même si nous ne sommes pas à l'abri de nouvelles attaques», ajoute-t-il. ■ **C. B.**



Jean-Michel Blanquer, invité dimanche du « Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI ».

NICOLAS KOVARIK/AGENCE 1827/RTL

